

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS LES FÉLIBRES,

Ce n'est pas pour un toast que je me lève. Puisque le grand poète du Midi libertaire est monté à Paris, les jeunes félibres, au nom de qui je parle, veulent saisir cette occasion de dire clairement ce qu'ils ont sur le cœur et dans la pensée.

Voilà longtemps, Monsieur le Président et Messieurs les Félibres, que les jeunes gens mûrissent les idées que vous avez semées, et voilà longtemps aussi qu'ils souhaitent impatiemment de réaliser ces idées.

Depuis trente-sept ans le Félibrige existe. Depuis trente-sept ans on fait la Sainte-Estelle. Depuis trente-sept ans on boit la dernière bouteille du vin de Châteauneuf-des-Papes, on chante des chansons de guerre et, dans des poèmes qui ne mourront pas, on appelle au combat toutes les énergies de la terre d'Oc.

Nous avons entendu l'appel et maintenant nous allons dire, non pas comme autrefois devant des auditoires de frères et des réunions de lettrés

mais dans les assemblées politiques et devant tout le peuple du Midi et du Nord, les réformes que nous voulons. Nous en avons assez de nous taire sur nos intentions fédéralistes, quand les centralisateurs parisiens en profitent pour nous jeter leur méchante accusation de séparatisme. Enfantillage et ignorance ! Nous levons les épaules et nous passons.

C'est pourquoi nous ne nous bornons pas à réclamer pour notre langue et pour nos écrivains les droits et les devoirs de la liberté : nous croyons que ces biens ne feront pas notre autonomie politique, ils en découleront.

Voilà pourquoi, Messieurs, avant toute chose, nous réclamons la liberté de nos communes ; nous voulons qu'elles deviennent maîtresses de leurs fonctionnaires et de leurs fonctions essentielles. Nous voulons qu'elles puissent remettre à leur place ces jolis messieurs qu'on appelle les sous-préfets. Et nos pauvres communes ne seront plus alors de simples circonscriptions administratives ; elles auront une vie profonde, elles seront de véritables personnes, et, pour ainsi dire, des mères inspirant à leurs fils les vertus, les passions ardentes de la race et du sang.

Il ne nous plaît guère non plus que nos communes soient reliées entre elles, au hasard, selon le caprice d'un soldat ou d'un rond de cuir. Non, Messieurs, nous voulons que leur union se fasse

suyant leurs affinités historiques, économiques¹, naturelles et, à bien les voir, éternelles.

Point de détours. Nous voulons délivrer de leurs cages départementales les âmes des provinces dont les beaux noms sont encore portés partout et par tous, Gascons, Auvergnats, Limousins, Béarnais, Dauphinois, Roussillonnais, Provençaux et Languedociens².

Et ne croyez pas que ces vœux soient des regrets d'archéologues : les vieux partis ont souvenir des antiques divisions de la France ; mais aussi les hommes d'État les plus révolutionnaires, les plus ardents à s'élancer sur le chemin de l'avenir, se sont hautement prononcés pour une plus raisonnable répartition du territoire national.

Il nous convient de saluer avec un grand respect, en dehors des luttes politiques et religieuses, la mémoire du maître Auguste Fourès qui vécut pour répandre et développer cette idée.

Nous sommes autonomistes, nous sommes fédé-

ralistes, et si quelque part, dans la France du Nord, un peuple veut marcher avec nous, nous lui tendons la main. Un groupe de patriotes bretons vient de demander, pour leur illustre province, le rétablissement des anciens États. Nous sommes avec ces Bretons. Oui, nous voulons une assemblée souveraine¹ à Bordeaux, à Toulouse, à Montpellier ; nous en voulons une à Marseille ou à Aix. Et ces assemblées régiront notre administration, nos tribunaux, nos écoles, nos universités, nos travaux publics. Si l'on objecte qu'un peuple ne revient jamais sur la voie qu'il a parcourue, nous répondrons que c'est le cas : nous ne travaillons pas pour copier les institutions d'autrefois, mais pour les compléter et les perfectionner.

Car nous ne sommes pas enivrés de mots ni de phrases. Ce qui nous meut, c'est le profond sentiment des intérêts nationaux. Nous attendons sans doute de notre idée la renaissance intellectuelle et morale du Midi, mais nous voulons quelque chose de plus : la complète mise en valeur des merveilleuses richesses de notre sol. Le provincialisme peut seul mener à bien les grands travaux rêvés depuis cent ans et jamais achevés : le canal des Deux-

Mers pour la Gascogne et le Languedoc, le canal du Rhône à Marseille pour la Provence et le Dauphiné¹. Qui sait ? Peut-être que les discussions économiques qui déchirent présentement le pays de France pourront alors être réglées pour le bien de chacun et de tous. Allons plus loin : les deux ou trois questions sociales qui nous troublent le plus seraient de même résolues avec moins de difficultés.

Nous ne sommes pas les premiers dans cette espérance. Les chefs-d'œuvre de Mistral sont tout gonflés de cette idée. Nous envoyons au maître nos souhaits passionnés. Que Mistral ne l'ignore pas : la nouvelle génération, non contente de l'aimer et de l'admirer, le comprend.